Nations Unies A/77/117

Assemblée générale

Distr. générale
23 juin 2022
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session
Point 100 a) de la liste préliminaire*
Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement

Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

En 2021, 19 bénéficiaires (10 femmes et neuf hommes) du programme de bourses d'études sur le désarmement ont achevé leur formation. Ce programme, qui existe de longue date, a adapté son contenu aux restrictions liées à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), par l'introduction de nouveaux éléments en ligne qui ont complété les visites sur sites ou leur ont servi de substituts.

Le programme vise à renforcer les compétences et la formation professionnelle des boursiers dans les domaines suivants : techniques de négociation et diplomatie multilatérale, esprit critique et compréhension des facteurs qui favorisent ou entravent les efforts de désarmement, capacité à combler les fossés politiques, régionaux et technologiques en rapprochant les idées et les attitudes qui encouragent la tolérance, le dialogue et les efforts internationaux concertés en faveur du désarmement. En vue de préparer les boursiers à leurs futurs rôles dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements, le programme aborde la théorie et la pratique et combine des impressions et des connaissances de première main sur les armes et leurs effets avec des échanges directs et l'établissement de relations au sein d'un réseau d'éminents représentants de la communauté du désarmement. À ce jour, il a permis de former 1 077 fonctionnaires originaires de 171 États, dont beaucoup occupent aujourd'hui au sein de leur gouvernement des postes à responsabilité dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale.

* A/77/50.

22-09972 (F) 300622 140722

Merci de recycler

Le Secrétaire général constate avec satisfaction que le programme contribue à faire mieux prendre conscience de l'importance que revêtent le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération. Il remercie tous les États Membres et organisations internationales qui ont appuyé le programme au fil des années et contribué ainsi à son succès.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 75/74 intitulée « Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement », l'Assemblée générale a, entre autres, rendu hommage au Secrétaire général pour la diligence avec laquelle s'est poursuivie l'exécution du programme et l'a prié de continuer, dans les limites des ressources disponibles, à exécuter chaque année le programme et de lui présenter un rapport sur ce sujet à sa soixante-dix-septième session. Le présent rapport est soumis au titre de ce mandat.

II. Programme de bourses d'études sur le désarmement

A. Bourses d'études pour 2021

2. Au total, 19 bourses d'études ont été octroyées en 2021 (à 10 femmes et 9 hommes). On s'est employé à assurer une participation égale, pleine et effective des femmes comme des hommes, ainsi qu'une représentation géographique équitable des boursier(ère)s sélectionné(e)s[1].

B. Exécution du programme en 2021

3. Le programme aborde à la fois les aspects théoriques et pratiques du désarmement. D'une part, il comprend des conférences, des exposés, des tables rondes, des réunions-débats et d'autres formes de discussion de groupe avec des diplomates de haut rang, des responsables d'organisations internationales et des représentants d'institutions universitaires, de la société civile et de groupes de réflexion, qui traitent du fonctionnement des mécanisme de désarmement et d'importantes questions connexes. D'autre part, il prévoit des visites sur le terrain, des démonstrations d'inspections *in situ*, des visites d'installations de destruction d'armes, de sites d'essais nucléaires, de réacteurs nucléaires et de laboratoires scientifiques, des projets de recherche, des exercices de simulation de négociations multilatérales et d'autres exercices pratiques. On trouvera ci-après une description succincte des activités du programme en 2021.

4. Le programme de 2021 s'est présenté sous une forme hybride qui a associé des activités en ligne et en présentiel recouvrant les trois parties proposées traditionnellement, à savoir : une introduction aux mécanismes et règles de désarmement en vigueur à l'Organisation des Nations Unies ; les aspects pratiques du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements, y compris des visites d'étude ; une initiation à l'action multilatérale menée au Siège de l'ONU. Les 19 boursiers et boursières sélectionnés initialement pour le programme de 2020, annulé en raison de la pandémie de COVID-19, ont participé à la nouvelle version du programme, du 6 septembre au 29 octobre 2021.

[1] Bandar Mahdi S. Alnahdi (Arabie saoudite), Shah Md Ashraful Alam Mohon (Bangladesh), Erika Helena Campos (Brésil), Aleksandra Aleksandrova Atanasova (Bulgarie), Aixa Paumier López (Cuba), Shota Mchedlishvili (Géorgie), Maria Estrella Mikue Owono (Guinée équatoriale), Abylaikhan Bogenbaiuly (Kazakhstan), Abdirahman Abdullahi Abdi (Kenya), Aidyn Seidakhmatov (Kirghizistan), Michelle Al Asmar (Liban), Gabija Luksaite (Lituanie), Elodie Lydia Moana Raseta (Madagascar), Nizhan Faraz Bin Rizal (Malaisie), Gabdo Togo (Mali), Ana Alicia Kubli Sobrino (Mexique), Abdul Kareem Al Mekdad (République arabe syrienne), Saleh Mahamat Nour (Tchad) et Choolwe Mulenga Chikolwa (Zambie).

Introduction aux mécanismes et règles de désarmement de l'ONU

5. La première partie du programme de 2021 s'est déroulée à l'Office des Nations Unies à Genève et dans d'autres lieux en Suisse. Outre une introduction générale aux mécanismes de désarmement et au droit international humanitaire, elle a consisté à présenter aux boursiers différents aspects de l'action multilatérale en faveur du désarmement, notamment les négociations qui peuvent être menées dans le cadre des travaux de la Conférence du désarmement et de certains organes conventionnels et instituts de recherche établis à Genève qui sont compétents dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements[2]. Les boursiers ont également pris part à des exercices pratiques sur l'application de la législation sur les armes et du règlement intérieur de la Conférence du désarmement. Ils ont été tenus d'entamer des travaux de recherche portant sur un sujet de leur choix lié au désarmement, à la maîtrise des armements, à la non-prolifération et à la sécurité internationale.

6. Les boursiers ont assisté à des réunions plénières de la Conférence du désarmement ainsi qu'à des exposés sur tout un éventail de questions, notamment les grands sujets inscrits à l'ordre du jour, l'histoire et les réalisations de la Conférence, ainsi que les difficultés auxquelles elle se heurte. Ils ont également assisté à des réunions plénières de la deuxième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes à sous-munitions et à des exposés sur le contenu, l'état et l'application des traités relatifs au désarmement et à la maîtrise des armements dont les organes sont installés à Genève, les travaux de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, les dernières évolutions dans des domaines tels que, entre autres, l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées, les engins explosifs improvisés, les incidences de la science et de la technologie sur les moyens et méthodes de guerre, y compris les systèmes d'armes létaux autonomes et la guerre cybernétique, le dialogue avec des acteurs non étatiques armés et le rôle des organisations non gouvernementales dans le processus multilatéral de désarmement. Des présentations complémentaires ont été faites par le Service de la lutte antimines, le Comité international de la Croix-Rouge, le Centre international de déminage humanitaire de Genève et Geneva Centre for Security Policy, ainsi que par des représentants de la société civile (Control Arms).

7. Par ailleurs, les boursiers ont tenu des réunions avec des représentants du Département fédéral suisse des affaires étrangères et du Parlement suisse, durant lesquelles ils ont reçu des informations sur la politique étrangère et la politique de sécurité de la Suisse, les domaines suivants ayant fait l'objet d'une attention particulière : désarmement nucléaire et non-prolifération, lutte antimines, action portant sur les armes légères et de petit calibre, gestion des munitions, contrôle des exportations, services de sécurité privés, technologies émergentes et maîtrise des armements.

[2] La Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (1976), la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (1980) et les protocoles y annexés, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (1972), la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (1997), la Convention sur les armes à sous-munitions (2008) et le Traité sur le commerce des armes (2013).

Aspects pratiques du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements : visites de sites nationaux et intergouvernementaux

8. La deuxième partie du programme de 2021 comprenait des voyages d'étude dans plusieurs organisations intergouvernementales : l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à la Haye et Reactor Institute Delft de l'Université de technologie de Delft (Pays-Bas) ; l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à Vienne ; l'Union européenne, à Bruxelles. En général, cette partie comprend des voyages d'étude dans les États Membres, à leur invitation, mais en raison des restrictions liées à la COVID-19, la plupart ont été annulées et d'autres remplacées à titre exceptionnel par des manifestations en ligne ou en présentiel qui ont eu lieu à Genève et à New York.

9. À l'OIAC, les boursiers ont entendu un exposé sur les origines, le fonctionnement, l'état et l'application dans les pays de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, ainsi que sur les futurs priorités et défis s'y rapportant. Ils ont appris comment l'Organisation contribuait aux efforts de désarmement et de non-prolifération et à la promotion de la coopération et de l'assistance internationales, et ils ont été informés de l'évolution des activités qui étaient menées relativement à la République arabe syrienne. Le programme comprenait également une introduction au laboratoire et au magasin de matériel de l'OIAC, au projet du Centre pour la chimie et la technologie et une démonstration du matériel utilisé lors des inspections sur place.

10. Durant leur séjour à La Haye, les boursiers ont également découvert le réacteur nucléaire du Reactor Institute Delft (Université de technologie de Delft), où on leur a donné un aperçu de la technologie et de la non-prolifération nucléaires ainsi que des éléments sur les aspects scientifiques et technologiques des armes nucléaires.

11. À l'AIEA, les boursiers ont assisté à des exposés sur le cadre juridique international et l'application du système de garanties de l'Agence, la sûreté des matières nucléaires et des sources radioactives et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ils ont également visité les laboratoires de l'Agence à Seibersdorf (Autriche), le Centre des incidents et des urgences et le laboratoire du Centre international de Vienne contenant les équipements utilisés pour appliquer les garanties.

12. Au cours de leur visite de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les boursiers ont suivi des exposés détaillés sur la genèse et le statut du Traité, le fonctionnement du régime de vérification et ses applications civiles et scientifiques, les efforts continus déployés en faveur de l'universalisation et de l'entrée en vigueur du Traité, les travaux de la Commission préparatoire et la structure du système de surveillance international. Ils ont pu voir le Centre d'opérations de l'organisation, le Centre international de données et un système de surveillance international et ils ont participé à un quiz de groupe.

13. À Vienne, les boursiers ont reçu des informations sur le fonctionnement des régimes de contrôle à l'exportation, en particulier l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage, le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Comité Zangger. Dans le cadre d'une visite virtuelle de l'OSCE, ils ont été introduits aux travaux menés par l'Organisation sous un angle politico-militaire et ont été informés de l'état actuel de

sa participation à la maîtrise des armements et au maintien de la sécurité et de la coopération en Europe et au-delà.

14. Les boursiers ont également visité le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération et ont entendu des exposés sur le sujet « Armes de destruction massive et contrôle des armements au Moyen-Orient : défis et perspectives », ainsi que sur les accords de maîtrise des armements conclus entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie (antérieurement entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques). À Vienne, ils ont également assisté à des séances d'information portant sur le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et sur la première Réunion des États parties au Traité.

15. Durant le voyage d'étude effectué dans l'Union européenne ont été organisés, entre autres, des exposés sur le Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération et du désarmement, la politique de l'Union en matières d'armes de destruction massive et d'armes classiques, dont les technologies émergentes, la défense antimissiles et la sécurité de l'espace, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le rôle de l'Union européenne s'agissant du Plan d'action global commun, ainsi qu'une visite du Parlement européen et des réunions avec l'un des membres de cet organe et des représentants du Service européen pour l'action extérieure et la présidence du Conseil européen.

16. En raison des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19, les voyages d'étude habituels au Japon, au Kazakhstan et en République de Corée ont été remplacés à titre exceptionnel par des rencontres avec de hauts responsables et des visites et manifestations en ligne.

Initiation à l'action de diplomatie multilatérale menée au Siège de l'ONU

17. La troisième partie du programme, qui se déroule au Siège de l'ONU, vise à initier les boursiers à d'autres questions essentielles relatives au désarmement, à la maîtrise des armements et à la non-prolifération, ainsi qu'aux travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale et au mandat et aux activités du Bureau des affaires de désarmement. En 2021, cette partie du programme comprenait deux réunions-débats, l'une sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires et l'autre sur la coopération stratégique entre les États-Unis et la Fédération de Russie.

18. Les boursiers ont assisté à des exposés qui ont été faits par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement et de hauts responsables du Bureau des affaires de désarmement, des diplomates de haut rang et des représentants de la société civile et d'établissements universitaires, sur une série de sujets dont : les doctrines et approches nucléaires ; le fonctionnement de la Première Commission ; la Commission du désarmement ; le Conseil consultatif pour les questions de désarmement ; les responsabilités et activités du Bureau des affaires de désarmement ; les questions inscrites à l'ordre du jour de la Première Commission ; la diplomatie multilatérale et la prise de décision à l'ONU. Les boursiers ont eu l'occasion d'assister à des séances de la Première Commission.

19. À New York, les boursiers ont pris part à un exercice de négociation simulée sur une résolution de l'Assemblée générale. Cet exercice comprenait la coordination des positions des groupes, la présentation d'une résolution sur les systèmes d'armes létaux autonomes, les négociations sur le texte et la prise de décision.

20. Durant cette partie du programme, les boursiers ont mis la dernière main à leurs travaux de recherche sur un sujet de leur choix relatif au désarmement, au contrôle des armements, à la non-prolifération et à la sécurité internationale, et ont présenté leurs principales conclusions. À la fin du programme, la Haute-Représentante pour

les affaires de désarmement et le Président de la Première Commission ont remis aux boursiers une attestation de participation.

C. Préparatifs en vue du programme de 2022

21. Au terme de la sélection des boursiers et des visites liées au programme de 2022, 25 candidat(e)s ont été retenu(e)s (13 femmes et 12 hommes)[3]. Le programme de 2022 doit se dérouler du 22 août au 28 octobre sous sa forme habituelle, compte dûment tenu des restrictions liées à la pandémie restant en vigueur et des faits les plus récents survenus dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

III. Conclusion

22. Le programme de bourses d'études sur le désarmement des Nations Unies a été créé par l'Assemblée générale en 1978, lors de sa dixième session extraordinaire, afin de favoriser l'acquisition de connaissances sur cette question dans les États Membres, plus spécialement dans les pays en développement. Tout au long de ses 44 années de fonctionnement, il a permis de former 1 077 fonctionnaires originaires de 171 États Membres. Bon nombre occupent aujourd'hui des postes à responsabilité dans le domaine considéré, notamment dans leur administration nationale ou au sein d'organisations internationales compétentes en matière de désarmement. Le soutien massif apporté aux résolutions bisannuelles relatives aux bourses d'études, à la formation et aux services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement et le nombre important de candidatures que le Bureau des affaires de désarmement reçoit chaque année témoignent de la qualité de ce programme et de l'intérêt que les États Membres manifestent à son égard. Le Secrétaire général se félicite tout particulièrement du grand nombre de femmes sélectionnées durant la période considérée.

23. Le Secrétaire général renouvelle sa gratitude à tous les États Membres et à toutes les organisations internationales qui ont appuyé le programme au fil des années et contribué ainsi à son succès.

[3] Walid Medar (Algérie), Aminata Ivone Kaputu Cabina (Angola), Alyssa Ladina Salonge Weste (Antigua-et-Barbuda), Maite Milagros Unzaga (Argentine), Soksamnang Nov (Cambodge), Marise Mounir Habib Morcos (Égypte), Lucile Coralie Robin (France), Mabel Ama Owusua Attigah (Ghana), Gonzalo Mauricio Vásquez Orozco (Guatemala), Sosheena Foranda Parmanand (Guyana), Néstor Ivan Pérez Gradiz (Honduras), Szabolcs Svercsok (Hongrie), Ika Fitriyana Kusumaningrum (Indonésie), Syed Mohsen Sajjadi [Iran (République islamique d')], Rawad M.A. Shalabi (Libye), Marija Jovović (Monténégro), Bekhzod Kodirov (Ouzbékistan), Alaa Mazher Bokhari (Pakistan), Symone Esichang Ubedei (Palaos), Natalia Agnieszka Hapek (Pologne), Sheldon Terrence Henry (Saint-Kitts-et-Nevis), Bwerani Chuquel Useni Acton (Suriname), Malessinani Akaolo (Togo), Viet Dung Van (Viet Nam) et Akram Ahmed Ismail Sallam (Yémen).